

**Repère théorique : Territoire et territorialité : quelles « prises » pour l'ERE ?**

Jérôme Lafitte, doctorant en éducation et en géographie

**Résumé**

Le concept de territoire est employé dans une grande diversité de domaines scientifiques, tout comme il se retrouve dans le langage courant. Toute entreprise de définition trop restrictive se retrouve ainsi en porte à faux par rapport à l'ensemble des définitions existantes (Derbarbieux, 2013). En matière de « territoire », une attention particulière doit être portée entre autres à la tension entre empirie et théorie (Ferrier, 2013). En géographie, les usages de ce concept ont fait l'objet de nombreuses critiques qui ont contribué à une vaste reconstruction théorique ouvrant sur des propositions stimulantes (Gregory, Johnston, Pratt, Watts, et Whatmore, 2009; Lévy et Lussault, 2013). Dans l'enseignement de la géographie scolaire française toutefois, les propositions critiques et déjà anciennes de Denis Retaille (1996, 2005, 2006) et de Jacques Lévy (1999) ne semblent pas avoir porté comme ce fut le cas pour la géographie universitaire (Lévy et Lussault, 2013; Lévy, 1993). La crise et les questions environnementales par leur relation aux territoires de vie contribuent à la mobilisation actuelle d'un tel concept, notamment en France (Bertrand et Bertrand, 2002; Métailié et Bertrand, 2006, p. 110; Veyret, 2007, p. 348-349). La recherche en éducation relative à l'environnement étudie la relation identitaire que les acteurs tissent avec leur milieu de vie. La notion de territorialité s'avère alors utile pour penser la relation au territoire. Celle-ci se manifeste sous forme d'identité territoriale, largement travaillée par le politique, sans pour autant s'y réduire (Di Méo, 2013). L'approche critique de l'éducation relative à l'environnement peut ici trouver des « prises » pour mieux appréhender la façon dont se construit et circule la légitimité du discours politique qui s'appuie sur un vécu territorial multidimensionnel (Gregory et al., 2009, p. 746-747; Raffestin, 1980, 1986). Or, de nos jours, la relation à l'environnement est de plus en plus mobilisée dans la construction des identités territoriales. Comment la construction d'un projet d'éducation relative à l'environnement ou la mise en œuvre d'une action écocitoyenne, interrogent-ils les limites des découpages territoriaux et leurs identités territoriales normatives ?

### Liste de références

- Derbarbieux, B. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 999-1000). Paris: Belin.
- Di Méo, G. (2013). Territorialité. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 1007). Paris: Belin.
- Ferrier, J.-P. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 1000- 1005). Paris: Belin.
- Gregory, D., Johnston, R. J., Pratt, G., Watts, M., et Whatmore, S. (2009). *The dictionary of human geography*. Oxford (UK): Wiley-Blackwell.
- Lévy, J. (1993). A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? *Espaces Temps*, 51(1), 102- 142.
- Lévy, J. (1999). *Le tournant géographique : penser l'espace pour lire le monde*. Paris, France: Belin.
- Lévy, J., et Lussault, M. (dir.) (2013). *Dictionnaire de la géographie*. Paris: Belin.
- Métailié, J.-P., et Bertrand, G. (2006). *Les mots de l'environnement*. Toulouse: Presses Univ. du Mirail.
- Raffestin, C. (1980). *Pour une géographie du pouvoir*. Paris: Librairies techniques.
- Raffestin, C. (1986). Ecogenèse territoriale et territorialité. Dans F.Auriac et R.Brunet (dir) *Espaces, jeux et enjeux* (p. 175- 185). Paris : Fayard.
- Retaillé, D. (1996). Rendre le monde intelligible. *L'information géographique*, 60(1), 30- 39.
- Retaillé, D. (2005). L'impératif territorial (Partie 2). *Cultures & Conflits*, (21-22). Consulté le 10 décembre à l'adresse <http://conflits.revues.org/636>
- Retaillé, D. (2006). L'impératif territorial (Partie 1). *Cultures & Conflits*, (21-22). Consulté le 10 décembre à l'adresse <http://conflits.revues.org/272>
- Veyret, Y. (2007). *Dictionnaire de l'environnement*. Paris: A. Colin.

## Les concepts de *territoire* et *territorialité* (points de vue de la géographie)

<p><b>Références :</b> Derbarbieux, B. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) Dans <i>Dictionnaire de la géographie</i> (p. 999-1000). Paris : Belin.</p>	
Définition et contexte	Champs et perspectives théoriques concernés
<p>Article tiré du dictionnaire de géographie qui positionne la géographie comme étant la <i>science de l'espace des sociétés</i>.</p> <p>« Agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité » (p. 999).</p>	<p>Épistémologie socio-constructiviste.</p> <p>La matérialité du territoire ne précède pas sa représentation, elle en est constitutive. [...] Le territoire est le produit d'une écogénèse par laquelle sont mobilisées dans un système symbolique et informationnel des ressources matérielles (p. 999)</p> <p>Le territoire comme forme d'appropriation est issu des sciences politiques et juridiques, puis sa formalisation en éthologie. L'appropriation s'exprime alors respectivement au travers de la souveraineté politique, ou par l'agressivité. Les sciences sociales déploient une acception plus "molle" de l'appropriation comme modalité de définition du territoire.</p> <p>Les 4 natures du territoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- matérielle (objective) ;</li> <li>- subjective (expérientielle) ;</li> <li>- conventionnelle (territoire social) ;</li> <li>- symbolique (représentation autoréférencée et identitaire du groupe qui la construit)</li> </ul>
<p><b>Réseau conceptuel :</b> identité, symbolique, matérialité, écogénèse, appropriation</p>	
<p><b>Enjeux et potentiels éducatifs :</b></p> <p>La mobilisation du territoire dans des discours d'acteurs, selon la modalité de l'appropriation, usant de la métaphore éthologique d'un territoire à contrôler, à défendre, à conquérir reposant sur une catégorisation dichotomique de nature anthropologique du "eux et nous".</p> <p>La thématique du territoire et de l'identité, de l'appartenance et des relations aux pratiques (innovante, d'occupation, par exemple) et aux configurations spatiales (espace public de résistance, espace privé mis en valeur avec des intentions psycho-socio-écologiques, par exemple), dans le sens d'un territoire d'action de vie.</p> <p>Le territoire auto-référencé comme construction collective de l'intelligibilité du monde dans sa relation avec l'environnement, portant une vision du monde, en relation avec l'identité et la dynamique sociale qui aménage un territoire et en fait l'emblème de sa relation au monde et à l'environnement.</p> <p>Le territoire comme modalité de construction de l'être social en relation avec l'environnement, lui aussi éminemment social.</p>	

**Références :** Di Méo, G. (2013). Territorialité. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 1007). Paris : Belin.

Définition et contexte	Champs et perspectives théoriques concernés
<p>Article tiré du dictionnaire de géographie qui positionne la géographie comme étant la <i>science de l'espace des sociétés</i>.</p> <p>« Relation au territoire, existence d'une dimension territoriale dans une réalité sociale. Spécialement, identité territoriale d'un individu ou d'un collectif ».</p> <p>Par exemple, la territorialité d'une loi, d'un pouvoir, renvoie au principe de contrôle politique exhaustif de l'aire où il s'applique. Elle repose sur l'existence d'une autorité, légitime ou non, continûment effective sur un espace donné.</p>	<p>La territorialité reflète encore la "multidimensionnalité du vécu territorial" (Raffestin, 1990 cité dans Di Méo, 2003, p. 1007) de chaque individu socialisé.</p> <p>Les justifications de toute domination territoriale peuvent être ethnolinguistiques ou correspondre à une vision idéologique particulière de l'organisation sociale; argumentation qui peut mobiliser une représentation mythique de ce territoire et de ses habitants.</p>
<p><b>Réseau conceptuel :</b> valeurs culturelles, mémorielles et symboliques, multidimensionnalité, identité, pouvoir, argumentation</p>	
<p><b>Enjeux et potentiels éducatifs :</b></p> <p>Analyse discursive ou iconographique de langages et de paroles, justificatrices d'un territoire.</p> <p>Portée critique de telles analyses pour l'ERE, notamment au regard des discours structurés par des représentations issues de l'éthologie voire réduites à un certain darwinisme social, émergeant parfois en sciences de l'environnement et ailleurs.</p> <p>La territorialité peut aussi nourrir les réflexions qui abordent la question de l'identité socioécologique, par le rapport d'appartenance à un vécu écosystémique partagé avec d'autres êtres (altérité), prolongé par une symbolique signifiante faite de liens tissés avec le milieu de vie.</p>	

**Références :** Debarbieux, B. (1999). Le territoire: histoires en deux langues. A bilingual (his-) story of territory. Dans C. Chivallon, P. Ragouet, et M. Samers, *Discours Scientifiques et Contextes Culturels: Géographies Françaises et Britanniques à l'Épreuve Postmoderne* (p. 33–46). Bordeaux: MSHA.

Définition et contexte	Champs et perspectives théoriques concernés
<p>Article tiré d'un ouvrage rendant compte d'une rencontre entre géographes français et</p>	<p>L'usage du mot est en France très large à l'inverse des auteurs de langue anglaise qui</p>

britanniques, s'interrogeant sur l'existence d'écarts scientifiques qui séparent leurs discours.

Selon l'auteur, les usages des termes *territoire* et *territory* ont une origine similaire dans les géographies de langue anglaise et de langue française, filiation que l'on retrouve dans les acceptions politiques d'une part et les acceptions éthologiques d'autre part. Mais l'importance respective de ces deux sources d'inspiration diffère sensiblement.

Plusieurs définitions des termes de territoire et de territorialités, notamment tirées d'auteurs francophones élargiraient et complexifieraient le sens du terme de territoire, faisant toute leur place aux processus écologiques et symboliques (voir définition du géographe Raffestin).

Définition de la territorialité et du territoire par le géographe culturaliste Bonnemaïson qui centre sur le symbolique et l'expérience humaine en prenant ses distances avec l'éthologie.

Ainsi qu'une série de définitions et de discussions sur le concept de *Place*.

Harvey, partisan d'une géographie critique, parle à plusieurs reprises du terme *place* comme d'une notion " réactionnaire " en raison de la posture existentielle (Yi-Fu Tuan et Edward Relph essentiellement), car trop coupée des dimensions sociale, culturelle et surtout politique du territoire.

utilise peu le mot *territory*. 2 hypothèses :

- le concept est déjà associé à un ou plusieurs autres termes, *place* ou *space* notamment
- Une différence significative dans les manières de concevoir la géographie et les objets associés, signe d'un positionnement différent de la géographie dans le concert des sciences.

Selon l'auteur, en France, la référence explicite ou implicite à l'éthologie serait très rare en géographie, assez isolée en anthropologie et en sociologie, la notion de territoire n'étant jamais conçue indépendamment d'une théorisation de la société et du pouvoir.

À l'inverse, cette signification éthologique a exercé une influence dominante dans la production anglophone, américaine en particulier, parfois grâce au renfort des théories évolutionnistes. « L'échelle de référence y est plus individuelle que sociale. [...] Les références à la conception politico-juridique du terme sont également fréquentes » (p.35).

Par exemple, les géographes dits " humanistes " ont privilégié la notion de lieu (*place*), quand la " nouvelle géographie culturelle " retravaillait celle de paysage (*landscape*). Seules la géographie politique et une certaine géographie critique nourrie de références marxistes ont investi le terme territoire (*territory*).

**Réseau conceptuel :** communautés textuelles, généalogies, territoire, territorialité, *place*, *space*, *territory*, *territoriality*

**Enjeux et potentiels éducatifs :**

Enjeux interdisciplinaires, entre autres.

Permet de clarifier les sens que prennent des concepts voisins et pourtant différents, qui sont souvent pris pour des synonymes dans les opérations de traduction entre l'anglais et le français.

Il convient de resituer dans un contexte épistémique et linguistique les termes utilisés, en tenant compte des communautés textuelles dans lesquelles ces concepts s'inscrivent.

Cette mise au point me semble essentielle dans la perspective d'une entrée dans la littérature de l'approche de "*place-based education*".

**Références :** Lévy, J. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 995-998). Paris : Belin.

Définition et contexte	Champs et perspectives théoriques concernés
<p>Article tiré du dictionnaire de géographie qui positionne la géographie comme étant la <i>science de l'espace des sociétés</i>.</p> <p>Lévy fait la synthèse couplée à une analyse généalogique des usages du territoire en géographie. La polyphonie de ce concept est rendue par 8 définitions fréquentes que l'auteur critique :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1 - Pas d'usage spécifique de ce concept.</li> <li>2 - Indifférenciation avec le terme d'espace.</li> <li>3 - Synonyme de lieu.</li> <li>4 - Une option épistémologique, distinguer le réel du concept. Il est un espace géographique en tant qu'espace socialisé et portion de terre humanisée.</li> <li>5 - Un espace contrôlé-borné.</li> <li>6 - Une métaphore de l'animalité.</li> <li>7 - Un espace approprié.</li> <li>8 - Une périodisation historique</li> </ol> <p>La 9<sup>ème</sup> définition est celle de l'auteur : un territoire est un espace à métrique topographique (métrique continue). Autrement dit, il décrit une grande famille d'espaces, et s'oppose à une autre grande famille d'espaces et sa métrique associée, celle topologique (discontinue) des réseaux.</p>	<p>Approche critique. Les 8 définitions ont toutes leurs avantages (réponses à des conceptions générales de l'objet de la géographie [4], à des problématiques précises [5 et 6]), et ont toute des défauts. Les 4 premières "immobilisent" le terme par relativisme ou confusion, y compris la 7 qui semble spécifique mais qui désigne en pratique tout espace social. La 8 est en porte-à-faux en ne tranchant pas entre approche épistémologique et historique.</p> <p>« Si "territoire" était le contraire d'"espace", cela signifierait qu'une conception géométrique, a-sociale, a-historique se trouverait légitimée sans coup férir, simplement flanquée de son symétrique <i>humanistic</i>. C'est bien la catastrophe épistémologique qu'il convient d'éviter » (p. 997).</p> <p>La 9<sup>ème</sup> définition proposée par l'auteur est une option stratégique qui renvoie à la problématique fondamentale en géographie de l'articulation des deux principales familles d'espaces, le <i>territoire</i> et le <i>réseau</i>. Le couple territoire/réseau a le mérite de mettre sur le même plan, de comparer et d'articuler les deux termes.</p> <p>En outre, cette définition large mais précise du territoire permet enfin de donner à voir l'importance de la <i>territorialité</i> (sans confusion avec la notion d'identité spatiale) dans un certain nombre de processus, en tant que circulation des légitimités politiques.</p>

**Réseau conceptuel :** territoire, territorialité, réseau, espace, frontière, distance

**Enjeux et potentiels éducatifs :**

Les enjeux d'un tel chapitre sont de proposer une critique des définitions du territoire les plus fréquentes et d'avancer une définition de territoire et de territorialité complexe, mais essentielle dans le renouvellement théorique proposé par Lévy et ses collaborateurs. Or, ce renouvellement théorique fait système. Il est donc délicat d'envisager les concepts issus de cette approche hors de la perspective théorique unifiée évoquée.

Pour l'ERE, l'articulation territoire/réseau gagnerait à être utilisée en tant que couple conceptuel pour penser les réalités socioécologiques. Cependant, territoire et territorialité doivent garder leur ancrage politique, et social au sens large. Un tel ancrage garantit toute dérive de type a-historique (le territoire

comme contenant avec son expression « dans le territoire », a-spatial (le périmètre, le territoire géométrique et l'idée d'un « optimum territorial », imaginé plus que vécu), a-social (le territoire d'une entité identifiée et identitaire).

**Références** : Retailé, D. (1997). *Le monde du géographe*. Paris: Presses de Sciences Po.

Définition et contexte	Champs et perspectives théoriques concernés
<p>À l'intersection de l'espace et de la société, le territoire s'impose comme la forme spécifique de cette rencontre.</p> <p>L'auteur part de l'hypothèse dominante que le territoire est un support d'unité et d'identité, par l'exercice de la fonction politique, avec les opérations de justifications problématiques qui en découlent, quand le territoire sert de base à la définition d'une société.</p> <p>En première référence, le territoire peut être considéré comme le <i>territoire-ressource</i> pour une société, avec comme figure gestionnaire de surfaces universellement reconnue, l'État, avec ses corolaires, l'exploitation, l'aménagement et la guerre associés à l'idée de surface exclusivement appropriée.</p> <p>Mais le territoire est aussi composé de lieux, il fait même l'unité des lieux qui le compose. En cela, un territoire est la somme des lieux qui le composent (définition en extension). En tant qu'unité de lieux, il renvoie à <i>l'expérience de cette unité</i>, qui est ici de l'ordre de la solidarité politique, du "contrat social", dont le territoire est le médium, la fiction de ce lien de solidarité. La proximité créée par l'unité que l'on appelle territoire rend les acteurs sociaux qui s'y déploient "solidaires "de fait", par-delà les différences. Par cette unité vécue socialement, le territoire devient un lieu de vie (p. 115-122).</p> <p>La question première ne doit pas être géométrique (la surface,) mais politique : avec qui sommes-nous solidaires ? Le territoire fait-il le lien social ?</p> <p><i>Territorialité</i> (p. 246) : À l'échelle de l'individu, la dimension de l'interconnaissance résulte du</p>	<p>Ouvrage à grande portée théorique. S'inscrit dans une géographie humaniste et phénoménologique complexe et cherche à repenser la géographie pour penser le monde actuel <i>en compréhension</i>, en prenant en compte la géographie produite, qu'elle soit <i>spontanée</i> ou <i>politique</i> (et non, seulement <i>géopolitique</i>, avec une vision marquée par l'éthologie).</p> <p>Le bref éclairage ci-contre ne peut que réduire la pensée complexe de cet auteur.</p> <p>On pourrait cependant faire remarquer que l'auteur concentre son argumentation sur l'État comme territoire de référence, privilégiant une approche stato-centrée. Une partie des travaux de l'auteur se déploient en effet autour de la compréhension du processus de la mondialisation et de son du phénomène, le monde.</p>

<p>contact physique, de l'affect et de la familiarité. Elle est limitée à un horizon incompressible, celui de la vie quotidienne dans laquelle l'existence se stabilise. Elle est susceptible d'évolution selon la relation sociale, la capacité technique, le pas de temps envisagé mais <i>elle reste l'expérience de l'unité.</i></p>	
<p><b>Réseau conceptuel :</b> territoire, lieu, État, solidarité, contrat, territorialité, expérience, unité, identité, politique</p>	
<p><b>Enjeux et potentiels éducatifs :</b></p> <p>Les outils que l'auteur propose pour définir le territoire par des attributs dialectique offrent des "prises" pour une pédagogie du lieu qui refuse de rester dans une "apesanteur existentielle" pour être ressaisie par la "gravité" territoriale du politique qui fait lien. Cela, pour le meilleur (cohérence théorique et pertinence empirique), mais aussi pour le pire, en usant et abusant de la métaphore organiciste et éthologique (le territoire contrôlé, à défendre, à exploiter, à conquérir, à étendre, la nécessité d'un "espace vital" de sinistre mémoire, je pense ici au <i>lebensraum</i> de l'Allemagne nazie).</p> <p>Or, pour les questions environnementales qui croisent les questions territoriales, la fiction, le médium qu'est le territoire et sa rhétorique couplée à sa symbolique sont souvent mobilisés par des acteurs issus des sciences biologiques et marqués par cette vision éthologique, ou bien encore quand survient un conflit territorial (voir les comportements de "géographie spontanée" de type <i>nymbiste</i>). Mais une telle "réaction" ne doit pas être analysée seulement du point de vue d'une géographie spontanée pourtant bien réelle mais insuffisante. Le politique prend très vite le relais. Il passe pour cela par un échange et une construction de savoirs, notamment par les mouvements sociaux qui problématisent l'objet décrié, en mettant en question les limites des territoires administratifs ordinaires et en dépassant les premières approches de type <i>nymbiste</i>. En effet, si ces dernières ont le mérite de déclencher la résistance, elles restent réductrices.</p> <p>Ainsi, les acteurs de ces mouvements de résistance élaborent un apprentissage de leur nouvelle légitimité sur la scène publique. Apprentissage expérientiel par l'action et le projet qui contribue au développement intégral de personnes « ancrées » par un territoire de vie qui les traverse et médiatise leurs changements vécus. De telles transitions peuvent renforcer un ancrage territorial, ou inversement. Elles ouvrent cependant sur une territorialité plus complexe, moins spontanée.</p>	

<p><b>Références :</b> Agnew, J. A. (2009a). Territory. Dans D. Gregory, R. J. Johnston, G. Pratt, M. Watts, et S. Whatmore, <i>The dictionary of human geography</i> (p. 746- 747). Oxford (UK) : Wiley-Blackwell.</p>	
<p><b>Définition et contexte</b></p>	<p><b>Champs et perspectives théoriques concernés</b></p>
<p>Tiré du dictionnaire <i>The Dictionary of Human Geography</i>. John Agnew est un éminent géographe politique anglo-saxon, auteur de l'expression de « <i>territorial trap</i> » (le piège territorial) au regard de l'approche stato-centrée qui caractérise nombre d'écrits relatifs au territoire, et qui fait du territoire la figure</p>	<p>L'approche est centrée sur la géographie politique.</p> <p>Dans une perspective stato-centrée, on retrouve l'attribut de l'exclusivité. Un second attribut renvoie à la reconnaissance mutuelle que l'État reçoit des autres par le moyen de la non-interférence dans les affaires intérieures</p>

<p>moderne par excellence du territoire dont il est difficile de sortir.</p> <p>Le territoire peut être considéré comme une portion (<i>unit</i>) d'espace contigu qui est utilisée, organisée, gérée par un groupe social, une personne ou une institution pour restreindre et contrôler l'accès aux gens (<i>people</i>) et aux lieux (<i>place</i>).</p> <p>Différentes définitions de territoire. Mention d'un usage synonymique avec <i>place</i> et <i>space</i>. Le territoire n'a jamais été un terme primordial ou générique.</p> <p>Le territoire est un type de spatialité, c'est-à-dire une façon d'utiliser l'espace au même titre que le réseau. Dans cette perspective, la territorialité est l'usage stratégique du territoire pour atteindre des buts de type organisationnels. Des géographes tels que Sack (1986) comprennent la territorialité humaine comme une stratégie à disposition des individus et des organisations en général.</p>	<p>(souveraineté). Ensemble, ces attributs ont créé un monde dans lequel il ne peut y avoir de territoire sans État. Dans cette perspective, l'État est venu soutenir le nationalisme et la démocratie représentative, tous deux dépendant de manière critique, d'une restriction en tant que membres politiques, réglés par l'appartenance à une patrie (<i>homeland</i>).</p> <p>On retrouve les remarques relatives à la façon d'aborder le territoire et la territorialité d'un point de vue épistémologique, comme décrites par Debarbieux au regard du monde anglophone (postures, concepts). Cependant, des pistes alternatives sont évoquées comme les postures critiques d'inspiration marxistes qui sont discrètes à l'excès, voire reniées, dans la géographie francophone.</p> <p>À noter qu'Agnew cite les travaux des géographes français tels que Lévy et Retaillé. Au-delà de la singularité des conceptions et des pratiques de ces communautés textuelles, ce sont les points communs qui vertèbrent les différentes définitions entre monde anglophone et francophone.</p>
<p><b>Réseau conceptuel :</b> territoire, réseau, contiguïté, <i>space</i>, <i>place</i>, politique, éthologique, État, patrie</p>	
<p><b>Enjeux et potentiels éducatifs :</b></p> <p>Il est intéressant pour l'ERE de pouvoir mesurer les différentes sensibilités entre littératures francophones et anglophones.</p> <p>Il conviendrait de creuser cette approche comparative dans ses nuances, notamment du côté de la dimension existentielle du territoire (filiation heideggerienne et phénoménologique) ou encore dans sa dimension herméneutique, le territoire comme empreinte, trace de la vie d'humains et de leur écriture (<i>graphein</i>) sur la Terre.</p>	

<p><b>Références :</b> Agnew, J. A. (2009b). Territoriality. Dans D. Gregory, R. J. Johnston, G. Pratt, M. Watts, et S. Whatmore, <i>The dictionary of human geography</i> (p. 744- 745). Oxford (UK) : Wiley-Blackwell.</p>	
<p><b>Définition et contexte</b></p>	<p><b>Champs et perspectives théoriques concernés</b></p>
<p>Tiré du dictionnaire <i>The Dictionary of Human Geography</i>. John Agnew est un éminent géographe politique anglo-saxon.</p> <p>La territorialité correspond à une stratégie de</p>	<p>La territorialité comme pratique, usage et stratégie d'acteurs sociaux, notamment collectifs.</p> <p>Une telle définition nuance, me semble-t-il, l'affirmation de Debarbieux, d'une géographie</p>

division de l'espace utilisée par des organisations et des groupes pour organiser les activités.

Elle est aussi l'exercice du pouvoir, légitime ou autre, sur des portions d'espace ou des agencements de gens et de choses au sein de zones (*areas*), à l'aide de frontières (*boundaries*). Pouvoir de contrôle et de surveillance que des organisations politiques ou économiques peuvent exercer en mobilisant des spatialités alternatives, particulièrement les réseaux hiérarchiques, à l'exemple du réseau du monde urbain ou des villes mondiales (*world-city network*) ou les réseaux horizontaux (*reticular networks*) tels qu'Internet.

La territorialité est mise en pratique de différentes façons, souvent complémentaires :

- 1 - par l'acceptation populaire des classifications de l'espace marquées des possessifs «notre» contre «votre»;
- 2 - par la communication d'une symbolique du lieu (*sense of place*)
- 3 - en appliquant un contrôle de l'espace (par la surveillance, le maintien de l'ordre et la légitimation).

anglophone centrée sur l'individu, la personne, ou encore marquée par les approches issues des sciences politiques et juridiques, ainsi que l'éthologie. La géographie et les sciences sociales françaises semblent être tout autant sujettes de telles influences.

Selon Agnew, d'un point de vue théorique, la territorialité peut être appréhendée par ses différentes origines incluant<sup>1</sup> :

- 1 - le résultat de stratégies territoriales de dévolution administrative et de contrôle;
- 2 - le résultat secondaire de résolution de dilemmes sociaux en rapport avec les biens publics;
- 3 - un expédient facilitant la coordination entre les capitalistes en concurrence (cf. les théories marxistes de l'État);
- 4 - La centration (*focus*) sur une stratégie parmi plusieurs de gouvernementalité;
- 5 - le résultat de la définition des limites entre les groupes sociaux pour identifier et maintenir la cohésion de groupe;

**Réseau conceptuel :** territorialité, stratégie territoriale, pouvoir, aire, frontière, réseau, biens publics, gouvernementalité, *sens of place*, contrôle, cohésion.

### **Enjeux et potentiels éducatifs :**

La territorialité comme stratégie territoriale et pratiques de l'espace vécu, en relation avec les réalités socioécologiques.

Les stratégies territoriales de contrôle et de surveillance des groupes et des organisations autour des ressources naturelles ou de l'accès à d'autres types de ressources.

L'idée de territorialité alternative en jouant sur l'articulation avec les réseaux.

Territorialité et biens publics tels que certaines ressources naturelles protégées ou patrimonialisées.

Territorialité et stratégie discursives d'acteurs territoriaux.

**Références :** Di Méo, G. (2006). Les territoires de l'action. *Bulletin de la Société géographique de*

<sup>1</sup> Les géographes cités en référence n'ont pas été reportés ici par souci de concision. On se reportera à la lecture de la référence elle-même.

<b>Définition et contexte</b>	<b>Champs et perspectives théoriques concernés</b>
<p>Reprise des principales catégorisations du territoire et de la territorialité, mais en relation avec un questionnement sur l'action et les acteurs, leurs stratégies.</p> <p>Selon l'auteur, le territoire est mis en question, par la mobilité croissante des individus, et par les appartenances territoriales et identités qui s'y arriment, se multiplient et se hiérarchisent. Le territoire y perd en lisibilité.</p> <p>Mais il aide aussi à cristalliser les identités, avec le danger de le transformer en instrument de violence, de rejet de l'autre, de l'étranger, du différent ou supposé tel. Ce constat oblige à considérer le territoire comme un processus dynamique, utile à ce titre à l'action sociale.</p> <p>Averti d'un tel écueil, l'auteur pose une double hypothèse optimiste quant aux vertus potentielles des territoires en regard des enjeux sociaux d'aujourd'hui.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le principe du territoire en tant que système d'action, constitue l'instrument efficace de la réactivation des liens sociaux. Il est une forme géographique du social qui lui confère un "régime de lisibilité", propice aux productions contemporaines de solidarité et de dialogue, mais aussi de contrôle sur les hommes.</li><li>- Ces nouveaux territoires sociaux, comme levier efficace du développement durable, le sont par le fait qu'ils sont des espaces commodes de convention, de contrat et de gouvernance.</li></ul>	<p>Géographe qui fait la synthèse entre plusieurs courants. Une capacité à synthétiser et vulgariser, au risque d'une certaine "neutralisation" des potentialités heuristiques de géographes portant des théories plus polémiques.</p> <p>Partisan de la posture d'une "géographie carrefour" qui affaiblit la pertinence épistémologique et la diversité des questionnements propres à la géographie et ses courants.</p> <p>Sa pensée s'inspire de nombreux auteurs différents (ici, Jacques Lévy ou Crozier et Friedberg pour le système d'acteur concret, entres autres), qui ne sont pas toujours cités.</p>
<b>Réseau conceptuel :</b> territoire, territorialité, action, acteurs et systèmes, pouvoir, développement durable	
<b>Enjeux et potentiels éducatifs :</b> <p>L'article permet de vulgariser certaines positions théoriques complexes relatives aux différents attributs du territoire. Il est donc complémentaire par rapport aux textes plus ancrés dans des postures théoriques plus affirmées.</p> <p>Le rapport à l'action (cadre de l'action collective, système d'action concret, espace de l'agir et de l'être, stratégies d'acteurs, nécessaire territorialisation du dialogue social), et les propositions quant aux types d'acteurs territoriaux (exogènes, intermédiaires, endogènes) ne sont pas sans intérêt, comme la référence de l'auteur aux critères de la compétence pour définir un acteur.</p> <p>"Bref, le territoire, en tant qu'espace de l'action, espace tissé d'un entrelacs de transactions, de</p>	

stratégies, d'intentionnalités, de débats, d'interactions innombrables est bien, essentiellement, une affaire d'acteurs." (p. 7)

**Références :** Melé, P. (2009). Identifier un régime de territorialité réflexive. Dans M. Vanier, *Territoires, territorialité, territorialisation ; controverses et perspectives* (p. 45- 55). Rennes: PUR.

<b>Définition et contexte</b>	<b>Champs et perspectives théoriques concernés</b>
<p>Le texte est issu d'un collectif sur le thème "Territoires, territorialité, territorialisation".</p> <p>L'auteur évoque deux traditions géographiques. La première tente de saisir les modalités d'appropriation de l'espace par des habitants ou usagers et mobilise plutôt le concept de territorialité;</p> <p>tandis que la seconde se focalise plutôt sur les actions de découpages et de contrôle de l'espace par des pouvoirs et le rôle joué par les politiques publiques avec l'idée toujours prégnante d'une recherche d'un découpage pertinent. Les chercheurs de cette tradition convoquent plutôt le vocable de territorialisation.</p> <p>Or, une mutation profonde en cours se joue. Elle touche les relations des populations à l'espace, illustrée notamment par la diffusion contemporaine du patrimoine et de l'environnement comme valeurs et cadres d'action, et la multiplication de situations de conflits, controverses ou transactions dans lesquelles des résidents mobilisent ces valeurs pour défendre certaines qualités de leur espace proche (p. 45).</p> <p>L'auteur propose de « considérer la <i>territorialisation</i> à la fois au sens d'identification/production d'espaces délimités, de diffusion d'une vision "territoriale" de la relation à l'espace des populations, et d'appropriation par des individus ou des collectifs d'espaces plus ou moins strictement délimités» (p. 46).</p> <p>Selon l'auteur, la <i>territorialisation réflexive</i> en relation avec les questions environnementales est initiée par la mobilisation des résidents dans le débat public (mobilisation se traduisant par des actions de vigilance, construction de savoirs et leur hybridation avec d'autres acteurs sur la scène publique). Les instances de débats qui en résultent constituent des points de rencontre entre réflexivité individuelle</p>	<p>L'auteur est un géographe français travaillant sur les conflits d'aménagement et les actions publiques patrimoniales et environnementales. Il pose l'hypothèse que patrimoine et environnement jouent un rôle de plus en plus important comme processus de territorialisation, notamment par le biais d'une normalisation des pratiques.</p> <p>Il propose de dépasser le clivage entre les 2 traditions géographiques évoquées, en reconsidérant les relations territoire et action, en pensant la territorialité à partir de l'action collective et les liens entre processus de territorialisation et action publique; cette expression ne renvoyant pas à l'ensemble des actions des pouvoirs publics mais plutôt aux actions « qui ont pour objectif la définition de "biens communs" et des modalités de l'intervention publique » (p. 46).</p> <p>Appliquée aux actions patrimoniales et environnementales analysées comme mise en œuvre de modalités réflexives institutionnelles, ces cadres d'action, en créant des connaissances, en obligeant à un regard sur les conséquences des pratiques et en délimitant des nouveaux territoires, caractériseraient l'adoption par les sociétés d'une relation réflexive à certains objets, à l'espace, mais aussi au passé (p. 47).</p>

(celle de l'enquête des résidents affectés), réflexivité collective (mise en œuvre par des collectifs), et des procédures de réflexivité institutionnelle (p.53).

**Réseau conceptuel :** territorialité, territorialisation, réflexivité, action collective et publique, controverse environnementale, patrimoine, biens communs

**Enjeux et potentiels éducatifs :**

Les réflexions conceptuelles et théoriques de l'auteur sont sous-tendues par l'action et l'analyse des pratiques, autrement dit, une *praxis*.

« L'environnement, en tant que valeur et cadre d'action, conduit à redéfinir des « biens communs », ainsi que les objectifs et modalités de l'action des pouvoirs publics pour les préserver, mais ce type d'action repose sur l'identification des liens et rétroactions entre un individu et son environnement » (p.49).

La notion de réflexivité est souvent mobilisée en ERE. Son couplage aux dynamiques territoriales associées à des problématiques environnementales pourrait ouvrir des pistes de réflexions en ERE suivant l'auteur. La réflexivité envisagée selon les modalités patrimoniale et environnementale « conduit à questionner les formes d'expertises et de connaissances savantes, [...] à partir des conséquences des actions, « des pratiques et des usages, de l'expérience et du retour réflexif que cela signifie ». L'environnement devient un « opérateur réflexif pour un individu acteur fondamentalement en relation » (Charles, 2000, p. 18).

L'auteur propose d'appréhender les controverses environnementales et patrimoniales à partir de leur dimension territoriale, dans toute sa fécondité, notamment en tenant compte du conflit qui institue des formes de territorialisation et manifeste plusieurs territorialités.

Ces situations territoriales et conflictuelles de controverses entraînent une mobilisation des habitants autour d'une construction de savoirs afin d'émerger comme acteur légitime de leur "territoire", «en participant à partir de leur expertise ancrée dans leurs pratiques aux débats sur le devenir de ces espaces» (p. 53).

L'auteur associe la "territorialité réflexive" à des cadres d'action contenus dans les notions de patrimoine, d'environnement et de conflits de proximité pour rendre compte des mutations du rapport au territoire et de l'importance de certains processus contemporains de (re)territorialisation.

## Recensions d'écrits par thématiques

De manière générale, les documents retenus l'ont été selon deux critères principaux, la date de publication et les mots-clefs. La date de publication devait être supérieure ou égale à 2010 afin de se limiter à un état de la littérature de recherche, récent. En parcourant les références des écrits retenus, il est alors possible de recouper des références plus anciennes. Le second critère portait sur une liste de mots-clefs. Les dix documents retenus le sont au regard de leur capacité à illustrer la littérature de recherche parcourue (à défaut d'être rigoureusement représentatif de la littérature de recherche), plutôt campée en géographie, mais aussi pour certains documents, au regard des "prises" qu'ils semblaient présenter pour l'ERE, concernant les concepts de territoire et de territorialité.

Autrement dit, les écrits retenus l'ont été selon les critères de l'actualité de la littérature de recherche, de centration sur les travaux de la géographie francophone, de capacité des documents à illustrer la littérature de recherche consultée et des "prises" susceptibles d'intéresser une démarche en ERE centrée sur un public adulte.

### **Thématique : *Territoire en projets. Apprentissage et rapport aux savoirs environnementaux***

La recension d'écrit a permis de passer en revue un ensemble de documents centrés sur la littérature francophone (bases de données de *Francis* et *Repère* et moteur de recherche *Google scholar*). La relation à la notion de territoire, de projet territorial, de projet local en rapport avec la géographie est différemment abordée dans d'autres littératures de recherche, notamment la littérature anglophone (Debarbieux, 1999). Les documents retenus l'ont été selon les deux critères principaux évoqués (date de publication supérieure ou égale à 2010 et liste de mots-clefs). La liste de mots-clefs jouait sur les termes de *territoire ou territorialité, environnement, projet, savoirs, apprentissage*.

Deux (2) thématiques ressortent de la dizaine documents retenus :

- *l'ingénierie, l'intelligence et l'innovation territoriale comme enjeu du développement territorial* (Bertacchini, 2010; Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012; Fournier, Grison et Rieutort, 2014; Lapostolle, 2011; Torre et Wallet, 2012) ;
- *le nécessaire ancrage territorial dans le local* envisagé selon deux sous-thématiques : le "projet local", véritable figure du développement territorial, et la valorisation du "savoir local" (Boujrouf, 2014; Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012; Fournier, Grison et Rieutort, 2014; Lemoisson et Passouant, 2012; Petrescu, 2010; Stervinou, Mayrand, Chouinard et NadègeThiombiano, 2013).

### **Thématique émergente n°1 (Type de projets et de territoires concernés) :**

#### ***Ingénierie, intelligence et innovation territoriale dans les projets en relation avec des problématiques environnementales***

La littérature de recherche portant sur l'ingénierie et l'intelligence territoriale s'inscrit principalement dans le champ des sciences de l'information et de la communication (Bertacchini, 2010; Lapostolle, 2011; Lemoisson et Passouant, 2012). La mise en oeuvre de processus communicationnels utilise largement pour ce faire, les outils numériques et développe l'usage des systèmes d'informations géographiques (SIG) (Burini, 2012; Lapostolle, 2011). Ces interfaces numériques se construisent souvent de manière "collaborative", "participative" et sont pensées comme outils d'aide à la décision ou à la gestion environnementale. La "production" de savoirs partagés entre des "chaînes d'acteurs" (Lardon, 2011 citée dans Lapostolle, 2011, p. 3), et l'apprentissage collaboratif sont présentés comme

déterminants par la littérature de recherche. Le développement de ces interfaces informatiques tend de plus en plus à définir "l'intelligence territoriale" (Bertacchini, 2010; Lapostolle, 2011). De tels dispositifs d'ingénierie et d'innovation territoriale résultent ou accompagnent la mise en œuvre de la "gouvernance territoriale" (en particulier, Bertacchini, 2010; Lapostolle, 2011; Torre et Wallet, 2012).

La littérature de recherche porte des critiques sur les dérives mécanistes d'une telle instrumentation technique et administrative (Lapostolle, 2011; Lemoisson et Passouant, 2012), qualifiant certains usages de la connaissance spatiale « d'opération de mystification » (Burini, 2012, p. 493). Lapostolle (2011) évoque la mise en œuvre d'une doctrine territoriale qui sous couvert d'une gouvernance territoriale négociée, mène à « une recentralisation bureaucratique par les savoirs et les instruments managériaux au détriment des savoirs participatifs et réflexifs. (p. 4). Dans la perspective d'une réflexion plus ample qui interroge le rôle de l'université dans le nécessaire "transfert de connaissances" autour des questions locales, environnementales et territoriales, Fontan et Vieira (2012) dénoncent le paradigme « analytico-réductionniste » ou « cartésien », dominants dans les institutions et les établissements d'enseignement et de recherche, et celui du développement durable pour les projets territoriaux. Pour ces auteurs et d'autres (Fournier *et al.*, 2014), l'innovation n'est pas tant territoriale que socioculturelle ou sociale et patrimoniale.

### **Rapport à l'apprentissage et/ou aux savoirs (nature, production, circulation) :**

Dans la littérature de recherche consultée, les connaissances et les savoirs jouent un rôle central dans le processus d'innovation territoriale et plus largement dans le développement territorial. L'apprentissage est considéré comme un processus collectif, social et géographique qui induit un changement dans les capacités ou la compréhension des individus ou des organisations au regard des adaptations nécessaires (Torre et Wallet, 2012).

Selon Bertacchini (2010), les modalités d'échange d'informations et le transfert organisé des compétences entre les acteurs locaux sont au cœur de la construction d'une intelligence territoriale, même réduite à une instrumentation technique et numérique, ou pensée en termes de flux d'information susceptibles de « transformer la gestion des savoirs individuels en gestion de savoirs collectifs » (p. 85). Il s'agit de « créer localement les conditions pour que les acteurs puissent exprimer leurs perceptions, enrichir leurs savoirs, affirmer leurs compétences et peser sur le processus de développement » (p. 82). Pour ce faire, le système d'observation territoriale crée doit pouvoir « aider les acteurs locaux à la compréhension réciproque par l'apprentissage via l'instauration d'un réseau physique et/ou virtuel de compétences locales » (p. 93).

Selon Lapostolle (2011), la diversité des savoirs se répartit en 3 types : savoirs de proximité, réflexifs, managériaux mobilisés par la « chaîne d'ingénierie ». Ces savoirs sont pensés comme des instruments d'action publique mobilisant une « chaîne d'acteurs ». Mais toujours selon cet auteur, certains chercheurs en appellent à une rupture avec cette logique de rationalisation et son référentiel mécaniste qui freine le renouvellement des compétences et l'autonomisation des agents de développement, face la mise en boîte de leurs savoirs et le conformisme du développement territorial. Toujours selon Lapostolle (2011), ces savoirs du développement territorial, « savoirs codifiés, computables, isolables » ne peuvent répondre que très difficilement à la « la logique d'interprétation au cœur des controverses qui demande des savoirs diffus, tacites, relationnels, informels, mobilisés dans des réseaux de coopération (p. 7). Cet auteur se positionne en faveur d'un élargissement de l'horizon des savoirs de l'ingénierie territoriale au service d'un « régime de territorialité réflexive » (en référence à Melé, 2009), mais qui repose sur une logique de co-construction, de croisement des savoirs et d'apprentissage, dont la condition première doit être de s'ancrer dans la pratique des acteurs du développement territorial.

Cependant, malgré certaines avancées sur la compréhension des liens entre innovation, connaissance, apprentissage et développement territorial, la faiblesse des constructions théoriques n'aide pas à

clarifier les messages adressés aux décideurs en vue d'améliorer les politiques publiques ou de soutenir l'innovation territoriale (Torre et Wallet, 2012).

Fontan et Vieira, (2012) entendent soutenir un tel objectif d'innovation culturelle et territoriale en tentant de réfléchir en termes de « dialogue entre détenteurs de savoirs et de pouvoirs » (p. 12). Pour ces auteurs, les pratiques d'écoformation et la démarche d'éducation relative à l'environnement en tant que « composante à part entière de l'approche écodéveloppementale » (p. 13), permettent de favoriser « l'engagement critique des citoyens dans des actions créatrices de nouveaux savoirs, de nouvelles pratiques et de nouvelles formes organisationnelles du vivre et de l'être ensemble à l'échelle locale/territoriale » (p. 54). Une telle posture est de nature encourager la participation plus intensive des universités dans les dynamiques territoriales de développement. Ces auteurs souhaitent participer en cela à la construction et à la circulation de savoirs hybridés, par un travail en interdisciplinarité qui doit être à la base d'une recherche socioenvironnementale ambitieuse.

**Réseau conceptuel :** Ingénierie territoriale, intelligence territoriale, innovation territoriale, projets territoriaux, développement durable, apprentissage collaboratif, participation-concertation, partage des connaissances, logique de pouvoir et de contrôle, développement territorial ou territorialisation

**Thématique émergente n°2** (Type de projets et de territoires concernés) :

***Ancrage dans le local. Projet local, savoir local développement territorial***

La mobilisation du territoire local appelle ici deux types d'appropriations étroitement associés, par le projet et par le savoir.

Le savoir local est mobilisé dans une perspective d'innovation territoriale. La valorisation du savoir local peut profiter d'une capacité mobilisatrice auprès des acteurs de l'innovation sociale pour le développement des territoires (Fournier *et al.*, 2014). De tels territoires sont souvent isolés, marginalisés (Boujrouf, 2014; Fournier *et al.*, 2014; Petrescu, 2010). L'innovation est souvent évoquée par sa substance sociale, culturelle, voire qualifiée d'« innovation discrète », construisant des territorialités en émergence (Fournier *et al.*, 2014). Il s'agit le plus souvent de produire une interprétation des compétences, des savoirs d'une communauté locale, en relation avec les réalités socioécologiques du territoire local. Le savoir local est souvent associé à des démarches de valorisation culturelle et patrimoniale des ressources naturelles et socioécologiques. Une telle valorisation est couplée à des visées touristiques avec mise en place d'animations (Boujrouf, 2014; Fournier *et al.*, 2014), ou encore à une amélioration de la gestion environnementale, par exemple à l'aide de la cartographie participative (Burini, 2012). Une mise en espace muséographique met en scène ces ressources patrimoniales, par un détour scientifique. Il s'agit de valoriser la territorialité, et une certaine pratique de l'habiter, en reconstruisant des identités locales à base patrimoniale à partir des savoirs locaux (Boujrouf, 2014; Burini, 2012; Fournier *et al.*, 2014). Les projets évoqués dans la littérature de recherche font souvent l'objet de recherche-intervention, voire de recherche-action. Le croisement entre savoirs locaux et données scientifiques est une constante des articles relevés, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'adaptation aux changements environnementaux (Stervinou *et al.*, 2013). La perspective souvent opérationnelle qui prévaut au croisement de l'expertise scientifique et du savoir local s'appuie sur une démarche de co-construction et de partage des savoirs (Fontan et Vieira, 2012; Lapostolle, 2011; Stervinou *et al.*, 2013), qui a pour condition de servir la communauté locale et son développement, humain et territorial. En effet, le savoir local impliqué dans des dynamiques de

territorialisation n'est pas coupé des rapports de pouvoirs, bien au contraire (Bertacchini, 2010; Boujrouf, 2014; Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012; Lapostolle, 2011).

Le projet local recherche la mobilisation de la communauté territoriale. La territorialité est sollicitée comme ressort social, culturel voire historique d'un processus de développement territorial qui repose sur la valorisation de ses ressources dites territoriales, locales et souvent patrimoniales. La dimension locale et l'échelle dite locale favoriseraient « une approche holistique » permettant une meilleure appréciation « des multiples facteurs qui la sous-tendent », à plus forte raison lorsqu'il s'agit de savoirs complexes comme les savoirs environnementaux, souvent spécifiques aux territoires locaux (Stervinou *et al.*, 2013 p. 2; mais aussi Boujrouf, 2014; Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012). Le projet local vise également une réappropriation territoriale souvent associée aux idées de renforcement de l'autonomie et du pouvoir-agir des habitants. Les thématiques du "commun", du "vivre ensemble" et de la "convivialité", considérées comme plus éthiques et écologiques, sont mobilisées dans des projets locaux alternatifs, en rupture avec les logiques divisantes et catégorielles développementalistes soutenues par une certaine ingénierie territoriale, qui n'hésite pas à valoriser certaines de ces notions en les intégrant de manière rhétorique. Au-delà de la valorisation de "ressources locales" au sein d'un processus de "développement territorial", certains de ces projets alternatifs recherchent un dépassement des logiques clivantes et sectorielles. Ils explorent des approches transdisciplinaires entre substances biophysiques et sociales, en encourageant des pratiques solidaires et écologiques (Fontan et Vieira, 2012; Petrescu, 2010). Il s'agit de favoriser l'intégration des réseaux d'acteurs à des cycles socioécologiques quotidiens, reliant dans le temps des personnes, des enjeux et des espaces à travers des intérêts partagés et des relations d'amitié (Petrescu, 2010). Cette approche repose sur le tissage de nouvelles relations entre communautés et universités autour d'une écologisation des projets au sens de l'écologie humaine prônée par Dansereau, et d'une nouvelle recherche socioenvironnementale vouée à l'action transformatrice, que des chercheurs appellent de leur vœux (Fontan et Vieira, 2012; Petrescu, 2010; Stervinou *et al.*, 2013). Du point de vue de la recherche socioenvironnementale, plusieurs chercheurs souhaitent s'appuyer sur la double potentialité du savoir local et du projet local pour constituer des observatoires territoriaux, de zones-ateliers mettant en œuvre une co-construction de savoirs en faveur d'action transformatrice et d'une amélioration de la résilience systèmes socioécologiques confrontés à des changements environnementaux, majeurs (Fontan et Vieira, 2012; Stervinou *et al.*, 2013; mais aussi Bertacchini, 2010).

**Rapport à l'apprentissage et/ou aux savoirs (nature, production, circulation) :**

Les savoirs locaux ou plus largement ceux qui sont impliqués dans les projets locaux sont parfois caractérisés de « savoirs territoriaux », provenant de l'expérience et de l'histoire de la pratique de l'habiter du territoire, « qui sont les éléments constitutifs de la compétence environnementale d'un groupe social » (Burini, 2012, p. 500, note 11). Pour cet auteur, ces « systèmes cognitifs permettent de s'approprier de l'espace, de créer et transformer le territoire, de conserver les ressources naturelles » (p. 500). Les relations entre savoirs locaux et données scientifiques sont davantage complémentaires qu'opposées, les données scientifiques corroborant et confirmant l'importance du savoir local comme source d'information de premier ordre, notamment en ce qui concerne la description des changements environnementaux et climatiques et le suivi des réalités socioécologiques (Burini, 2012; Stervinou *et al.*, 2013). À ce titre, ils peuvent être convertis en « mobiles d'action » et ainsi devenir le levier d'une plus grande résilience de la communauté (Fontan et Vieira, 2012; Petrescu, 2010; Stervinou *et al.*, 2013). L'apprentissage qui mobilise le savoir local au sein de projet communautaire repose sur une « approche collaborative » entre acteurs, notamment chercheurs et habitants. Il s'agit de développer des stratégies de « co-construction des savoirs » à partir d'une posture dite de « partage ou de croisement des savoirs », termes fréquemment rencontrés dans la littérature explorée. Cependant, plusieurs problèmes émergent de la littérature de recherche. Parmi ceux-ci, certains chercheurs

dénoncent l'instrumentalisation de la communauté locale et de ses savoirs (Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012; Lapostolle, 2011), d'autre s'interrogent sur l'évaluation des apprentissages et leur relation à l'engagement des citoyens, ou encore la diffusion et la reproductibilité des innovations territoriales qui mobilisent des savoirs locaux très contextuels. Plus largement, il est question des difficultés d'articulation entre les besoins des terroirs de production et ceux des territoires touristiques complémentaires, dans le cas de savoirs locaux valorisés par un processus de patrimonialisation (Boujrouf, 2014, notamment). Une des solutions partagées dans plusieurs articles passe par la mise en œuvre d'une réflexivité. Cette réflexivité porte sur la relation entre identité sociale et savoirs, par exemple, la position des chercheurs parfois dominante au regard de l'usage qu'ils font des savoirs (Burini, 2012; Lapostolle, 2011). Elle peut aussi prendre la forme de "savoirs réflexifs" en tant qu'ils permettent aux savoirs locaux de gagner en universalité politique (Lapostolle, 2011). De tels savoirs associés à une « territorialité réflexive » (Melé, 2009) reposent sur une stratégie de co-construction des savoirs, conditionnée par un ancrage dans les pratiques territoriales des acteurs (Lapostolle, 2011).

La mise en œuvre d'un projet local s'appuie souvent sur les savoirs locaux. Il s'agit de construire des ressources territoriales qui, une fois valorisées, favorisent une articulation entre différentes logiques de savoirs (celle du territoire, du projet local, celle du savoir scientifique). Les ressources ainsi construites deviennent patrimoniales, en ouvrant et en articulant le territoire et sa communauté sur le monde, notamment par une valorisation touristique et une certaine esthétisation du territoire local. Or, de telles dynamiques territoriales sont de plus en plus associées au suivi des réalités socioécologiques (espaces protégés, muséaux notamment). Les savoirs locaux sont alors mobilisés et participent à la (re)fabrication d'identités locales et de nouvelles territorialités contribuant à renforcer l'autonomie de certains acteurs impliqués (Burini, 2012; Fontan et Vieira, 2012; Fournier *et al.*, 2014; Petrescu, 2010). Dans cette perspective, de manière générale, la plupart des textes étudiant la dynamique du projet territorial local mobilisent la notion de compétence associée aux habitants. Les projets alternatifs insistent sur le renforcement du pouvoir-agir des communautés locales dans une action collective (Fontan et Vieira, 2012; Petrescu, 2010). Ces projets locaux et communautaires ne conçoivent pas le nécessaire partage des savoirs indépendamment de la construction d'un vivre et d'un être-ensemble. Ils s'appuient sur un apprentissage collaboratif et transformatif, capable de mobiliser des approches radicales et critiques, à l'exemple du projet local urbain mobilisant des "savoirs féministes" (Petrescu, 2010). Certains projets intègrent des approches et modèles qui ont partie liés avec les sciences de l'éducation, mais ils restent campés dans une approche communicationnelle (Lemoisson et Passouant, 2012 avec l'apprentissage conversationnel par exemple).

**Réseau conceptuel :** savoir local, projet local, communauté, compétence environnementale, territorialité, réflexivité, expérience, autonomie, ressources patrimoniales, développement territorial ou territorialisation, partage ou croisement des savoirs, apprentissage collaboratif, co-construction des savoirs.

## LISTE DE RÉFÉRENCES

- Agnew, J. A. (2009a). Territory. Dans D. Gregory, R. J. Johnston, G. Pratt, M. Watts, et S. Whatmore, *The dictionary of human geography* (p. 746- 747). Oxford (UK) : Wiley-Blackwell.
- Agnew, J. A. (2009b). Territoriality. Dans D. Gregory, R. J. Johnston, G. Pratt, M. Watts, et S. Whatmore, *The dictionary of human geography* (p. 744- 745). Oxford (UK) : Wiley-Blackwell.
- Bertacchini, Y. (2010). Intelligence territoriale : une lecture retro-prospective. *Revue internationale d'intelligence économique*, 2(1), 65- 97.
- Boujrouf, S. (2014). Ressources patrimoniales et développement des territoires touristiques dans le Haut Atlas et les régions sud du Maroc. *Journal of Alpine Research/ Revue de géographie alpine*, (102-1). Consulté le 05 janvier 2015 de: <http://rga.revues.org/2259>
- Burini, F. (2012). Cartographie et participation pour la coopération environnementale : le terrain et la restitution des savoirs traditionnels en Afrique subsaharienne. *Annales de géographie*, 687-688(5), 487- 512.
- Derbarbieux, B. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 999-1000). Paris: Belin.
- Debarbieux, B. (1999). Le territoire: histoires en deux langues. A bilingual (his-) story of territory. Dans C. Chivallon, P. Ragouet, et M. Samers, *Discours scientifiques et contextes culturels: géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne* (pp. 33-46). Bordeaux: MSHA. Consulté le 05 janvier 2015 de : <http://www.unige.ch/ses/geo/collaborateurs/publicationsBD/TerritoireBordeaux.pdf>
- Di Méo, G. (2006). Les territoires de l'action. *Bulletin de la Société géographique de Liège*, (48), 7-17.
- Di Méo, G. (2013). Territorialité. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 1007). Paris: Belin.
- Fontan, J.-M. et Vieira, P. F. (2012). Pour une approche systémique, écologique et « territorialisée ». Dans G. Tremblay et P. F. Vieira, *Le rôle de l'université dans le développement local* (p. 9- 62). Québec, Que.: PUQ.
- Fournier, M., Grison, J.-B. et Rieutort, L. (avril 2014). D'une innovation sociale à la définition d'un projet de territoire : la capacité mobilisatrice d'une association d'insertion dans un milieu montagnard marginalisé. L'exemple des Ateliers de la Bruyère au Pays de Saugues. Dans " *La transformation sociale par l'innovation sociale* ", *IVe colloque international du laboratoire CRISES, Université du Québec à Montréal (UQAM), Apr 2014, Montréal, Canada*. Montréal (Québec, Canada). Consulté le 05 janvier 2015 de: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00978230/document>
- Lapostolle, D. (2011). Ingénierie territoriale et référentiels du développement territorial. Dans *Ière Conférence Intercontinentale d'Intelligence Territoriale« Interdisciplinarité dans l'aménagement et développement des territoires*". Gatineau, Canada. Consulté le 05 janvier 2015 de: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00960943>
- Lemoisson, P. et Passouant, M. (2012). Un cadre pour la construction interactive de connaissances lors de la conception d'un observatoire des pratiques territoriales. *Cahiers Agricultures*, 21(1), 11-17.
- Lévy, J. (2013). Territoire. Dans J. Lévy et M. Lussault (dir.) *Dictionnaire de la géographie* (p. 995-998). Paris : Belin.
- Melé, P. (2009). Identifier un régime de territorialité réflexive. Dans M. Vanier, *Territoires, territorialité, territorialisation ; controverses et perspectives* (p. 45- 55). Rennes: PUR.
- Petrescu, D. (2010). Jardinières du commun. *Multitudes*, 42(3), 126- 133.

Retaillé, D. (1997). *Le monde du géographe*. Paris: Presses de Sciences Po.

Stervinou, V., Mayrand, E., Chouinard, O. et NadègeThiombiano, A. (2013). La perception des changements environnementaux : le cas de la collectivité côtière de Shippagan (Nouveau-Brunswick, Canada). *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, (Volume 13 Numéro 1). Consulté le 05 janvier 2015 de: <http://vertigo.revues.org/13482>

Torre, A. et Wallet, F. (2012). Innovations et gouvernance des Territoires ruraux. Dans H. Devautour, C. T. Soulard, G. Faure, et B. Hubert, *Apprendre à innover dans un monde incertain. Concevoir les futurs de l'agriculture et de l'alimentation* (pp. 135- 152). Editions Quae. Consulté le 05 janvier 2015 de: <http://www.andre-torre.com/pdf/PDFpub251N1.pdf>